

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	14	11

N° de la séance : 12

Objet de la délibération: Direction du
Développement Economique - Chambre
de Commerce et d'Industrie Nice Côte
d'Azur - Octroi d'une subvention

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.145

Date de la convocation :
Le 11/07/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 JUL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **26 JUL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 juillet 2016

L'an deux mil seize et le 18 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

Monsieur LEONETTI,

La CCI Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA), établissement public de l'Etat, a été, dès l'origine, un acteur clé dans le développement économique de la technopole de Sophia Antipolis. Aujourd'hui, une vingtaine de collaborateurs de la CCINCA sont installés, au cœur de la technopole, dans l'immeuble « Business Pôle », pour proposer, aux côtés des incubateurs et pépinières et des services économiques de la CASA, une offre de services en direction des entreprises innovantes. Partenaire de la French Tech Côte d'Azur, la CCINCA entend porter une initiative majeure visant à établir les conditions favorable à l'Hyper-croissance au travers d'un Accélérateur et de Kits d'Accompagnement des jeunes entreprises du 06 (projet HAKA06).

De son côté, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en tant que partenaire de la French Tech Côte d'Azur et dans le cadre de sa compétence de développement économique, anime son tissu économique en développant des actions à destination des jeunes entreprises innovantes de la CASA, en s'appuyant notamment sur le Business Pôle à Sophia Antipolis.

Par ailleurs, dans un contexte d'accélération des innovations bancaires, le Groupe Crédit Agricole entend porter une initiative majeure au service de l'innovation : le « Village by CA ». Il regroupe notamment :

- Une pépinière accueillant de Jeunes Entreprises Innovantes,
- Des espaces d'exposition,
- Des espaces événementiels,
- Des espaces de bureaux dits de coworking,
- Un espace dénommé « Place du Village » (lieu de rencontres et d'échanges).

Le projet HAKA06 de la CCINCA facilite l'opérationnalité du « Village by CA » initié par le Crédit Agricole. Le cœur de cible de cet accélérateur est constitué de « scale-ups », c'est-à-dire d'entreprises innovantes à potentiel, ayant dépassé le stade de start-up. Ces entreprises se situent dans une phase de forte croissance ou hyper croissance.

Le « village » offrira ainsi à ses « habitants » des locaux entièrement aménagés et équipés des outils technologiques et d'une connectique de pointe. C'est plus de 40 entreprises qui seront accueillies et accompagnées dans ce lieu unique.

Le « Village by CA » ouvrira avant le 31 mars 2017. Il se situera à Sophia Antipolis, dans l'immeuble THESEUS sis 905 avenue Robert Einstein, sur 1621 m² comprenant 2 étages avec un auditorium et une quarantaine de parkings en sous-sol.

Ce bâtiment est la propriété de la CCINCA. Celle-ci prendra en charge la restructuration des locaux à hauteur d'environ 660 000 € TTC pour rendre le bâtiment conforme aux besoins d'exploitation du « Village by CA ».

C'est dans le cadre de la restructuration des locaux que la CCINCA sollicite une aide à l'immobilier de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis pour un montant de 30 000 €. Cette aide à l'immobilier (article L.1511-3 du CGCT) est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.40206, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir la CCINCA et de lui octroyer une subvention de 30 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la CCINCA dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de soutenir la CCINCA et de lui octroyer une subvention de 30 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la CCINCA dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 juillet 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LA CCINCA

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège à la Mairie d'Antibes, BP 2205 - 06606 ANTIBES, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, agissant en lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président est autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau Communautaire du 18 juillet 2016 ;

Ci-après désignée la « **CASA** »

ET

La CCI Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur, située 20, boulevard Carabacel à NICE, représentée par Monsieur Bernard KLEYNHOFF, agissant au nom et place dudit organisme en sa qualité de Président en exercice ;

Ci-après désignée la « **CCINCA** »

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

La CCI Métropolitaine et Territoriale Nice Côte d'Azur (CCINCA), établissement public de l'Etat, a été, dès l'origine, un acteur clé dans le développement économique de la technopole de Sophia Antipolis. Aujourd'hui, une vingtaine de collaborateurs de la CCINCA sont installés, au cœur de la technopole, dans l'immeuble « Business Pôle », pour proposer, aux côtés des incubateurs et pépinières et des services économiques de la CASA, une offre de services en direction des entreprises innovantes.

Partenaire de la French Tech Côte d'Azur, la CCINCA entend porter une initiative majeure visant à établir les conditions favorable à l'Hyper-croissance au travers d'un **Accélérateur** et de **Kits d'Accompagnement** des jeunes entreprises du **06** (projet HAKA06).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir la mise en œuvre d'un accélérateur à Sophia Antipolis sous la forme d'une aide à l'immobilier (article L.1511-3 du CGCT). Cette aide est allouée sur la base du régime d'aides exempté n°SA.40206, relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Groupe Crédit Agricole entend porter une initiative majeure au service de l'innovation : le « Village by CA » qui regroupe notamment :

- Une pépinière accueillant de Jeunes Entreprises Innovantes,
- Des espaces d'exposition,
- Des espaces événementiels,
- Des espaces de bureaux dits de coworking,
- Un espace dénommé « Place du Village » (lieu de rencontres et d'échanges).

Le projet HAKA06 facilite l'opérationnalité du « Village by CA » initié par le Crédit Agricole. Le cœur de cible est constitué de « scale-ups », c'est-à-dire d'entreprises innovantes à potentiel, ayant dépassé le stade de start-up. Ces entreprises se situent dans une phase de forte croissance ou hyper croissance.

Le « village » offrira ainsi à ses « habitants » des locaux entièrement aménagés et équipés des outils technologiques et d'une connectique de pointe. C'est plus de 40 entreprises qui seront accueillies et accompagnées dans ce lieu unique.

Le « Village by CA » ouvrira avant le 31 mars 2017. Il se situera à Sophia Antipolis, dans l'immeuble THESEUS sis 905 avenue Robert Einstein, sur 1621 m² comprenant 2 étages avec un auditorium et une quarantaine de parkings en sous-sol.

Ce bâtiment est la propriété de la CCINCA. Celle-ci prendra en charge la restructuration des locaux pour rendre le bâtiment conforme aux besoins d'exploitation du « Village by CA ».

C'est dans le cadre de la restructuration des locaux de l'immeuble THESUS que la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement la CCINCA.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour la durée de l'opération qui se termine à la fin du 1^{er} trimestre 2017.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 660 000 €, conformément au plan de financement primitif inscrit dans le dossier de demande de subvention.

La CCINCA s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

La CCINCA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de l'aide attribuée par la C.A.S.A. est de 30 000 €.

Cette subvention sera versée en deux fois :

Un acompte correspondant à 50 % du montant de la subvention à compter de la signature de la présente convention.

Le solde sur présentation d'un tableau certifié par l'agent comptable des dépenses acquittées liée à l'opération cofinancée ainsi qu'une attestation d'achèvement des travaux.

La subvention sera créditée au compte de la CCINCA par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ La CCINCA s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan semestriel et un bilan final de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

La CCINCA s'engage à fournir à la fin de l'année 2016 un bilan intermédiaire d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec la CCINCA à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par la CCINCA.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions

ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et la CCINCA, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

La CCINCA s'engage à fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation prévue à la fin du 1^{er} trimestre 2017.

➤La CCINCA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés relatifs à la mise en œuvre de l'action subventionnée.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la CCINCA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La CCINCA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la CCINCA mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux à Valbonne Sophia Antipolis,

Le

Le Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis

Bernard KLEYNHOFF

Jean LEONETTI

CCINCA – PROJET HAKA06

BUDGET FINANCIER PRIMITIF TTC

	DEPENSES		RECETTES	%
Etudes, diagnostics réglementaires et travaux de remise ne état du bâtiment Théséus	660 000	Contributions des partenaires à HAKA06	905 000	59%
Equipements et aménagement	550 000	Subvention CASA	30 000	2%
Mécénat d'entreprise pour équipements	330 000	CR PACA et/ou Fonds FERDER Pi3a-1 (favoriser la création d'entreprise par le biais des Pépinières-Incubateurs—Hôtels d'entreprises)	605 000	39%
TOTAL	1 540 000		1 540 000	100%

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/07/2016
Numéro : BC.2016.145
Nature : DE - Deliberations
Objet : Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur - Octroi d'une subvention
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111821191
Référence envoi : IDF2016-07-26T10-57-19.00
Envoyé le : 26/07/2016
à (TU) : 08h57:41

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 26/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160718-AOI_6336-DE

Acte reçu

Date : 18/07/2016
Numéro interne : AOI_6336
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur - Octroi d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160718-AOI_6336-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160718-AOI_6336-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160718-AOI_6336-DE-1-1_3.pdf